

Lycées professionnels

Répondre aux urgences Engager le débat pour une autre formation professionnelle en lycée



Enseigner en lycée professionnel est une mission de plus en plus difficile à assurer. La difficulté principale, c'est de faire réussir des élèves, souvent démotivés et parfois en rupture sociale, avec moins de moyens et des contraintes toujours plus fortes.

Pour le Sgen-CFDT, des mesures d'urgences doivent être prises pour faire baisser la pression en LP, mais seule une transformation radicale du système pourra assurer un avenir à l'enseignement professionnel en lycée.

Des mesures d'urgence :

- Les moyens prévus en bac pro doivent être enfin attribués aux établissements : **la dotation horaire doit être proportionnelle** aux effectifs prévus et affectée à chaque division. Par exemple, un regroupement de deux spécialités dans une classe doit se voir attribuer les moyens pour deux classes. Les dédoublements doivent être négociés en conseil pédagogique et équitablement répartis entre enseignement général et professionnel. (cf décrets de février 2009)

- **l'engagement du ministère à attribuer des moyens supplémentaires en LP doit être vérifié dans chaque établissement**, par la diminution des effectifs par classe et par une dotation plus importante pour les établissements, afin d'augmenter les dédoublements.

- **Les périodes de formation en entreprises doivent être gérées avec plus de souplesse** entre les trois années et permettre de diminuer la PFE en seconde pour l'augmenter en première ou terminale

- **Le CCF doit être simplifié, allégé et géré par l'établissement.** Il est inadmissible que les oraux soient encore menés devant toute la classe. Le versement des indemnités de CCF doit se faire dans la transparence et la clarté.

- **L'accompagnement personnalisé, selon la réglementation, doit être intégré** dans l'emploi du temps des enseignants et non en heures supplémentaires. Son organisation relève du conseil pédagogique et des moyens doivent être donnés pour l'organisation que cela suppose.

- **Les CAP, pour les élèves en grande difficulté, doivent être maintenus afin d'offrir un premier niveau de qualification** avec une enveloppe de moyens horaires adaptée, pour mettre en œuvre une pédagogie différenciée.



Transformer radicalement l'enseignement professionnel

Parmi ces mesures d'urgence, plusieurs relèvent de la compétence des établissements. Le conseil d'administration, le conseil pédagogique, la commission hygiène et sécurité et le CHSCT départemental ou académique sont aussi des lieux d'action et de revendication des personnels.

Ces mesures d'urgence sont nécessaires mais insuffisantes pour répondre aux défis de l'enseignement professionnel :

Pour le Sgen-CFDT, **il faut décroisonner les voies du lycée et proposer à tous les lycéens des parcours personnalisés**, pouvant lier des unités de formation générale, technologique, et/ou professionnelle et préparant à un diplôme constitué d'unités capitalisables, validées au fil de la formation. **Cela permettra d'en finir avec les établissements "ghettos" et l'orientation subie.** Ces parcours modulaires permettront une insertion professionnelle adaptée, une préparation à l'enseignement supérieur et à la formation tout au long de la vie.

Pour les personnels, un tel dispositif permettrait de remotiver des élèves qui seraient responsables et acteurs de leur parcours de formation. Ils seraient accompagnés dans leur orientation par l'équipe éducative et les Cop. **Le temps de concertation, d'accompagnement, de tutorat et d'organisation serait intégré dans le service hebdomadaire sans cloisonner les enseignements entre général, technologique et professionnel.**

Faut-il craindre la région ?

La Région, qui est une entité de la République inscrite dans la Constitution, verra probablement ses compétences évoluer. Pour les ouvertures et fermetures de section, l'Etat n'aura plus le dernier mot et **un accord devra être trouvé entre Etat et Région.** Cela devrait permettre de rendre **plus cohérentes les cartes des formations** en LP et en apprentissage. La Région est **un lieu de pouvoir de proximité plus facile à interpeller** que l'Etat pour défendre une formation ou pour faire des propositions.

Le Sgen-CFDT revendique une redéfinition des missions de la formation professionnelle et ne s'inscrit donc **pas dans une logique du "repli sur soi"**, ignorante des problématiques posées par la situation économique et sociale, et de la transformation du monde du travail. Le Sgen-CFDT cherche au contraire à **construire la transformation du système éducatif.** La CFDT revendique une revalorisation salariale dans la fonction publique et l'abandon du jour de carence. Des négociations sont en cours.

Pour cette raison le Sgen-CFDT ne soutient pas les mots d'ordre de grève qui défendent le maintien du système figé et qui remettent en cause les principes d'un dialogue social rénové.